



Note de recherche

Le Baromètre de la confiance politique / Vague 16

Mars 2025

VERS UNE « DÉFIANCE POLITIQUE TOTALE » ?

Bruno Cautrès

Chercheur CNRS

bruno.cautres@sciencespo.fr

La seizième vague du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF¹ dresse un constat doublement sombre sur l'état de l'opinion en France, dans sa dimension de pessimisme social et de défiance politique. Réalisée entre la mi-janvier et le début février 2025 dans quatre pays (France, Allemagne, Italie, Pays-Bas), cette nouvelle vague confirme cette tendance structurelle que le Baromètre enregistre depuis 2009 mais la porte à un niveau rarement atteint depuis 16 ans. Si le terrain de notre enquête s'est déroulé peu de temps avant les derniers développements de la crise internationale liée à la guerre en Ukraine, elle s'est néanmoins déroulée par « temps de guerre » en Ukraine, dans un contexte d'une opinion publique très marquée par l'inquiétude et le pessimisme sur l'incertitude profonde que nous vivons. La seizième vague de notre Baromètre s'est également déroulée plus de six mois après la dissolution de l'Assemblée nationale, un laps de temps qui a mis en évidence la confusion politique née de cette dissolution et de ses conséquences.

1.

Réalisée par OpinionWay, grâce à un partenariat entre le CEVIPOF, le CESE, Intériale Mutuelle, CMA-France, EDF, l'Institut de l'entreprise et l'Université Guido Carli - LUISS à Rome

L'inquiétude entretenue par le contexte international et la confusion liée à la situation politique interne se traduit par une impressionnante augmentation de tous les indicateurs de défiance politique. Le niveau d'inquiétude du pays face à la situation politique née de la dissolution de l'Assemblée nationale est très élevé, rejoignant celui qui était enregistré lors de la vague 10 du Baromètre réalisée en pleines crises des Gilets jaunes (décembre 2018). Rarement la vie politique française n'aura été perçue aussi négativement. Les Français regardent et analysent l'univers de la politique comme un spectacle étrange, presque étranger à eux : la confusion, l'inquiétude et le sentiment de ne plus être écoutés par un monde politique qui s'est autonomisé, caractérisent l'opinion publique en France en ce début d'année 2025. Comparée à l'état d'esprit qui règne en Allemagne, en Italie et surtout aux Pays-Bas, la situation française apparaît nettement plus délétère.

Un état mental du pays marqué par le pessimisme et l'angoisse

Méfiance, lassitude, morosité : ce sont les trois sentiments qui dominent en France et qui confirment de manière frappante les tendances pessimistes de l'opinion publique française depuis 2009. Elles se sont intensifiées. Le sentiment de « méfiance » atteint des sommets inédits cette année, avec 45% des répondants exprimant ce ressenti, soit une hausse de 7 points par rapport

2.

Ces données ne contredisent pas celles publiées le 26 février 2025 par l'INSEE dans son enquête de conjoncture mensuelle sur le moral des ménages. Si l'indice synthétique du moral des ménages augmente d'un point par rapport à janvier 2025 (valeur de 93), il se situe en dessous de sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2024). Par ailleurs, la proportion des ménages estimant qu'il est opportun d'épargner atteint un maximum historique, la plus forte valeur depuis 1980. Voir : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8377657>

3.

https://ess.sikt.no/en/datafile/242aaa39-3bbb-40f5-98bf-bfb1ce53d8ef/126?tab=1&elems=391f8b4f-bda5-46f9-91e6-abf2fe4c2935_2

4.

<https://www.destincommun.fr/analyses-et-debats/bonheur-francais/>

5.

Sur ce paradoxe français, voir en particulier les analyses de l'Observatoire du bien-être/Cepremad. Dans son rapport 2022, l'Observatoire du bien-être montre que c'est le pessimisme dans l'avenir et le regard nostalgique vers le passé qui structurent fortement ce sentiment de « malheur public français ». Voir : Mathieu Perona (dir.) et Claudia Senik (dir.). 2023. *Le Bien-être en France*, Rapport 2022. Paris : Observatoire du bien-être, Cepremad. <https://www.cepremap.fr/publications/le-bien-etre-en-nce-rapport-2022/>. Voir également l'analyse des émotions exprimées sur Twitter réalisée par Thomas Renault : Renault, Thomas. *Le bonheur est sur Twitter*

6.

Sur 143 pays classés par ce rapport. Voir : Helliwell, J. F., Layard, R., Sachs, J. D., De Neve, J.-E., Aknin, L. B., & Wang, S. (Eds.). (2024). *World Happiness Report 2024*. University of Oxford: Wellbeing Research Centre

à l'année précédente. Parallèlement, la « lassitude » (40%, + 4 points) et la « morosité » (30%, + 4 points) retrouvent les niveaux les plus élevés observés au début de l'année 2021, en pleine crise sanitaire du Covid. Cette dynamique, loin de se limiter à un phénomène isolé, traduit une détérioration de l'état d'esprit des Français et des Françaises.

Les qualificatifs utilisés par les répondants pour décrire leur état d'esprit montrent clairement un important déclin du moral dans le pays. Les termes « enthousiasme », « confiance », « sérénité » ou « bien-être » figurent désormais parmi les derniers, relégués bien loin derrière les termes pessimistes. Ces termes positifs sont en recul par rapport à l'année précédente, indiquant une dégradation progressive des perceptions de l'avenir. En revanche, le sentiment de « peur » se hisse, pour la première fois depuis 2009, en quatrième position, avec 18% des répondants qui l'évoquent, soit une augmentation de 5 points par rapport à 2023. Ce phénomène souligne un climat de plus en plus anxiogène au sein de la société française, accentué par des préoccupations politiques et sociales de plus en plus prégnantes². C'est moins le cas dans d'autres pays.

En Allemagne, le sentiment de « sérénité » domine largement, avec 33% des répondants qui l'évoquent, suivi de la « méfiance » et du « bien-être » qui occupent respectivement la deuxième et la troisième place. En Italie, bien que la « méfiance » et la « lassitude » restent prédominantes (31%), ces sentiments enregistrent une baisse de 5 points par rapport à l'année précédente. La « sérénité », quant à elle, se place désormais en troisième position, avec 26%. Aux Pays-Bas, les sentiments de « confiance » (31%) et de « bien-être » (27%) prédominent, tandis que la « méfiance » se classe en troisième position (16%). Ces pays semblent mieux traverser que la France la période de doutes, d'inquiétudes et d'incertitudes que toute l'Europe couvrant dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Les données du Baromètre de la confiance sont cohérentes avec celles d'autres enquêtes comparatives, notamment la dernière vague de l'European Social Survey (ESS, vague 11 de 2023) qui montre un écart notable en matière de perception du « bonheur personnel » entre la France, l'Allemagne et, surtout, les Pays-Bas, avec l'Italie en retrait sur cet indicateur. En effet, sur une échelle de 0 à 10 mesurant le sentiment de « bonheur », les réponses situées entre 8 et 10 recueillent 54% des opinions en France, 63% en Allemagne et 73% aux Pays-Bas, contre seulement 38 % en Italie³.

Les auteurs de l'enquête *Destin Commun*⁴, publiée simultanément au Baromètre de la confiance politique du Cevipof, résumant ainsi l'état d'esprit du pays : « être heureux dans un monde qui va mal ». En effet, si une très large majorité des Français se déclarent heureux (79%), moins d'un sur dix se dit « très heureux ». Cette enquête met également en lumière la même tendance que celle observée dans le Baromètre : 84% des répondants estiment que « la France va dans la mauvaise direction », et 82% des personnes qui se déclarent pourtant heureuses à titre personnel.

Le paradoxe d'une France « heureuse dans un pays qui va mal » (résumé par l'opposition bonheur privé/malheur public⁵) ne doit pas masquer que même sur le terrain du « bonheur privé » les choses ne vont pas si bien en France. Dans son édition de 2024, le *World Happiness Report* classe la France en vingt-septième position⁶, 15 pays européens (dont 13 membres de l'UE) se classant

7.

La situation de la France sur ce classement international n'est guère meilleure pour les plus de 60 ans, notre pays se classant en vingt-cinquième position avec 13 pays européens (dont 9 membres de l'UE) se classant devant

8.

Selon Santé Publique France, « en France, les « maladies psychiatriques » associées à l'ensemble des « traitements chroniques par psychotropes » (dont les anxiolytiques et hypnotiques) représentent 14% des dépenses totales et le premier poste de dépense de l'Assurance Maladie. Ils représentent la première cause d'années vécues avec une invalidité. Ils sont responsables de 35 à 45% de l'absentéisme au travail ».

<https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/sante-mentale>

9.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2025-01/ER1324-MEL.pdf>

10.

Voir :

<https://www.santepubliquefrance.fr/surveillance-syndromique-sursaud-R/documents/bulletin-national/2025/sante-mentale-bulletin-mensuel-du-7-janvier-2025>

11.

Ces termes sont notamment employés dans : Delhey, J., Newton, K., & Welzel, C. (2011). How General Is Trust in "Most People"? Solving the Radius of Trust Problem. *American Sociological Review*, 76(5), 786-807.

<https://doi.org/10.1177/0003122411420817>

devant. Pour les moins de trente ans, la France se classe même à la quarante-neuvième position, 27 pays européens (dont 21 membres de l'UE) se classant mieux qu'elle⁷ !

On peut élargir le spectre de ce syndrome français d'un pays qui ne se sent pas bien, même lorsqu'il exprime une forme de bonheur privé, en prenant en compte les données provenant de la statistique publique médicale. Celles-ci montrent une France qui, au cours d'une période récente (pas seulement depuis le Covid) connaît des niveaux inquiétants sur les différentes dimensions de « santé mentale »⁸. Selon l'European Health Interview Survey (EHIS) de 2019, enquête sur l'état de santé de la population en Europe, environ 6% des Européens souffrent de syndromes dépressifs, un taux qui obtient sa plus forte prévalence en France (11%⁹). La prévalence des indicateurs d'anxiété mesurée dans le cadre du baromètre CoviPrev (Santé Publique France et BVA) reste à un niveau élevé à l'automne 2023 (dernière vague de cette enquête) : si 79% des personnes interrogées déclarent avoir une perception positive de leur vie en général, 71% déclarent des problèmes de sommeil au cours des 8 derniers jours, 23% des signes d'un état anxieux, 16% montrent des signes d'un état dépressif et 10% ont eu des pensées suicidaires au cours de l'année. Selon le Bilan 2024 de la santé mentale présenté par Santé Publique France (basé sur les passages aux urgences et les actes médicaux SOS médecins), les idées suicidaires, les troubles du comportement ou troubles anxieux, psychotiques, alimentaires mais surtout les états dépressifs et d'angoisse sont restés à des niveaux élevés et souvent plus élevés qu'en 2023 et 2022¹⁰.

Le sentiment d'isolement social est pourtant plus faible en France qu'en Allemagne et en Italie, les Pays-Bas restant le pays où ce sentiment est le plus faible parmi les quatre que nous avons analysés. En France, 36% des personnes sont d'accord avec l'affirmation « j'ai souvent l'impression d'être seul dans la vie », alors que cette proportion atteint 58% en Allemagne et 42% en Italie. Par ailleurs, la « confiance sociale » mesurée dans notre enquête par plusieurs indicateurs (confiance sociale générale et confiance sociale en termes de « in groups » et de « out groups ») est un indicateur particulièrement utile dans l'analyse du rapport à la démocratie.

Cette confiance sociale générale est la plus basse en France, parmi les quatre pays : 69% des personnes interrogées en France déclarent que « on est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », c'est 68% en Italie, 55% en Allemagne et 51% aux Pays-Bas. La question se pose bien sûr de savoir ce que les personnes interrogées dans les quatre pays entendent par « la plupart des gens » : est-ce une interprétation générale, évocatrice de la confiance dans des personnes hors du réseau de relations proches ou est-ce une interprétation qui englobe toutes les relations sociales, y compris celles avec les voisins, les amis et la famille ? En d'autres termes, lorsque les personnes interrogées répondent que « on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres » pensent-elles principalement aux « outgroups » ou est-ce un jugement plus global qui pourrait aller jusqu'à leurs proches ?

Pour répondre à cette importante question, nous avons répliqué (en l'adaptant à nos données) la méthodologie d'analyse proposée par Jan Delhey, Kenneth Newton et Christian Welzel¹¹ et calculé les corrélations entre la confiance sociale générale, la confiance dans les proches (famille et voisins) et la confiance dans des groupes éloignés (les gens que l'on rencontre pour la première fois, les gens d'une autre nationalité, les gens qui ont une opinion

religieuse différente). Une analyse de régression prédisant la confiance sociale générale par la confiance dans les proches et la confiance dans les groupes éloignés montre que dans les quatre pays la confiance générale est plus fortement associée avec la confiance dans les groupes éloignés, notamment en Allemagne. En résumé, moins on a confiance dans les groupes éloignés de soi, moins on a un haut niveau de confiance dans « la plupart des gens ». La France ne déroge pas à cette règle et l'analyse de régression montre qu'en France comme en Italie cette relation est particulièrement forte. C'est en Allemagne qu'elle est la plus forte, au Pays-Bas qu'elle est le moins.

Le faible niveau de confiance sociale générale que l'on constate en France n'est pas sans lien avec la perception de sa situation, comparativement à celle de la génération précédente notamment : si le sentiment que sa situation est « vraiment meilleure » que celle de ses parents au même âge est en nette progression cette année par rapport à l'an dernier (47% contre 36% en 2024), il reste plus faible en France que dans les trois autres pays (53% en Allemagne et en Italie et 64% au Pays-Bas). Parmi ceux qui déclarent que « on peut faire confiance à la plupart des gens », 23% déclarent que leur situation est moins bonne que celle de leurs parents au même âge, c'est 40% parmi ceux qui pensent que « on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ». Cette relation est également importante avec la perception de sa propre position dans l'échelle sociale, globalement moins bonne en France (où 38% se déclarent en bas de l'échelle sociale contre 36% en Allemagne, 31% en Italie et 22% au Pays-Bas) ; parmi ceux dont la confiance sociale est la plus basse, 44% se déclarent en bas de l'échelle sociale, c'est 28% parmi ceux dont la confiance sociale est la plus forte.

Une défiance politique renforcée par l'effet de la dissolution

Ce phénomène de dégradation du moral collectif en France, à peine nuancé par quelques indicateurs de notre enquête, loin de se limiter aux seuls aspects sociaux, s'étend aussi à la perception des acteurs politiques et de leur capacité à répondre aux attentes citoyennes. L'univers de la politique, déjà structurellement perçu de manière négative en France, ne semble plus inspirer que méfiance et désillusion, un sentiment renforcé par rapport à l'an dernier. Toutes les données de notre enquête vont dans le sens d'un « effet dissolution » même s'il reste causalement difficile à établir. La comparaison des vagues 15 (2024) et 16 (2025) du Baromètre permet néanmoins de faire cette hypothèse car aucun autre événement politique d'ampleur n'est intervenu entre les deux dates. Nous avons mesuré les sentiments ressentis à propos de la situation politique actuelle (tableau 1). Sur cinq mesures de sentiments, notées chacune de 0 à 10, les scores moyens observés en France sont toujours plus négatifs que pour les trois autres pays : l'inquiétude, la colère et la confusion dominant, le sentiment d'espoir étant nettement plus faible en France qu'en Allemagne ou au Pays-Bas.

Tableau 1 : Les sentiments éprouvés à propos de la situation politique du pays en ce moment (notes sur 10)

	France	Allemagne	Italie	Pays-Bas
Inquiétude	7.3	7.0	6.8	6.7
Colère	6.7	5.9	5.8	4.9
Confusion	6.6	4.4	5.9	5.7
Indifférence	4.8	5.7	4.8	5.2
Espoir	3.6	4.6	4.8	4.9

L'hypothèse d'un « effet dissolution » se manifeste dans la nette dégradation de la confiance dans la politique en général : ce ne sont plus que 26% des Français qui ont confiance dans la politique (recul de -4 points par rapport à 2024), 13 points de moins qu'en Italie (39% de confiance), 17 points de moins qu'au Pays-Bas (43%) et 21 points de moins qu'en Allemagne. Seuls 4% des personnes interrogées en France déclarent avoir « tout à fait » confiance dans la politique et 25% « pas du tout ». Les autres dimensions de la défiance politique que notre enquête mesure vont toutes dans le même sens : ce sont « la méfiance » (36%) et « le dégoût » (26%, en hausse de 7 points par rapport à l'an dernier) que la politique inspire avant tout. Si le sentiment de « méfiance » se place en tête des sentiments que la politique inspire dans les quatre pays étudiés et qu'en Italie, comme en France, le « dégoût » parvient en second, c'est en France que les niveaux obtenus pour ces deux sentiments sont les plus élevés.

Tableau 2 : L'évolution des attitudes à propos de la politique 2022-2024.
Baromètre de la confiance politique CEVIPOF, 2022-2025 (Vague 13 à Vague 16)

	V13 (Février 2022)	V14 (Février 2023)	V15 (Février 2024)	V16 (Février 2025)
Les hommes et les femmes politiques ne se préoccupent pas de ce que les gens comme vous pensent	77	82	81	83
Les hommes et femmes politiques sont plutôt corrompus	65	65	68	74
La démocratie ne fonctionne pas très bien en France	57	64	69	71
Éprouvent de la méfiance lorsqu'ils pensent à la politique	39	37	37	37
Les hommes et les femmes politiques essaient de tenir leurs promesses	31	29 ^(*)	28	24
Éprouvent du dégoût lorsqu'ils pensent à la politique	17	19	19	27

(*) vague 13bis, juin 2022

Tableau 3 : Attitudes vis-à-vis de la démocratie et du système politique en France, Allemagne, Pays-Bas et Italie. Baromètre de la confiance politique CEVIPOF, Vague 16 (2025)

	France	Allemagne	Pays-Bas	Italie
Avoir un système politique démocratique est une bonne manière de gouverner le pays	80	78	75	86
C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses	74	76	78	75
La démocratie ne fonctionne pas bien dans le pays	71	48	53	62
Il n'y a pas de quoi être fier de notre système démocratique	52	33	31	42
En démocratie rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité	48	44	44	43
Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections est une bonne manière de gouverner le pays	41	41	45	39
Que l'armée dirige le pays est une bonne manière de gouverner le pays	24	22	21	22

Les données des tableaux 2 et 3 montrent que c'est en France que les indicateurs relatifs à l'insatisfaction vis-à-vis de la démocratie et de son fonctionnement sont au niveau le plus élevé. Tout se passe comme si l'un des principaux effets de la dissolution et de ses conséquences avait été de renforcer le sentiment d'un dysfonctionnement démocratique en France. C'est en France que le sentiment de « honte » vis-à-vis du système politique est le plus répandu (52% pensent « qu'il n'y a pas de quoi être fier de notre système démocratique », une opinion en hausse de 8 points par rapport à l'an dernier, et qui se situe à des niveaux nettement plus faibles dans les trois autres pays) ; c'est en France que l'insatisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie est le plus élevé (71%, en hausse de 3 points, contre 62% en Italie, 53% au Pays-Bas et 48% en Allemagne) ; c'est également en France que les partis politiques inspirent le moins confiance (16% en baisse de 3 points, contre 23% en Italie, 34% en Allemagne et 36% au Pays-Bas).

« L'effet dissolution » est particulièrement visible en matière de confiance dans les institutions de la démocratie représentative. Alors que la situation politique a remis au centre du jeu le Parlement, et notamment l'Assemblée nationale, jamais la confiance dans cette assemblée n'a été aussi basse : seuls 24% ont confiance dans l'Assemblée nationale (en baisse de 5 points par rapport à l'an dernier) alors que c'est 35% concernant le Parlement italien (en hausse de 4 points), 38% le Parlement allemand (en hausse de 2 points) et 41% le Parlement hollandais. Il en va de même pour la confiance dans le Sénat (32% en France, en baisse de 3 points) ou le Parlement européen (29% en France, en baisse de 4 points, alors que c'est 47% en Allemagne, en hausse de 7 points) et 38% en Italie (en hausse de 2 points).

Vers une « défiance politique totale » : n'avoir confiance en rien et en personne ?

L'ampleur de la défiance politique en France, le fait qu'elle s'exprime vis-à-vis de presque tous les acteurs et institutions politiques (à l'exception des collectivités et de leurs élus), nous conduit à poser une question à laquelle peu de recherches ont été consacrées : quelle est la part de ce que l'on pourrait

12.

L'acquiescement est la tendance à répondre aux questions de manière positive indépendamment de leur contenu, par exemple en sélectionnant systématiquement des catégories telles que « d'accord », « vrai » ou « oui ». Ici, c'est en l'occurrence la tendance inverse que nous voulons analyser, la tendance à répondre « non » aux questions de confiance. Sur ces questions méthodologiques, voir : Krosnick, J. A. (1999). Survey Research. *Annual Review of Psychology* 50 (1), 537–567; Billiet, J. and E. Davidov (2008). Testing the stability of an acquiescence style factor behind two interrelated substantive variables in a panel design. *Sociological Methods & Research* 36, 542–562

13.

Je remercie Jean-Yves Dormagen de m'avoir suggéré cette perspective de recherche lors d'un récent échange

qualifier de « défiance politique totale » ? Par « défiance politique totale », nous entendons ce niveau de défiance consistant à n'avoir confiance en rien et en personne. Cette perspective d'analyse est doublement intéressante : d'une part, le phénomène politique de « défiance totale » est en lui-même éclairant quant au rapport à la démocratie ; d'autre part, au plan méthodologique, il est intéressant de mesurer l'ampleur d'un éventuel « biais d'acquiescement » qui conduirait certaines des personnes que nous interrogeons à constamment répondre qu'elles n'ont pas confiance dès lors que la question porte sur un acteur ou une institution politique¹².

Nous avons construit un indicateur cumulant le nombre de réponses des personnes déclarant n'avoir « pas du tout confiance »¹³ dans les différents rôles et institutions politiques testés dans le Baromètre : du maire au député, en passant par les partis politiques, les assemblées ou encore le gouvernement. Au total, ce sont 19 mesures de confiance politique qui sont disponibles dans le cas de la France. On peut échelonner le manque total de confiance politique sur une échelle de notes de 0 (les personnes interrogées ne déclarant jamais n'avoir « pas du tout confiance ») à 19 (personnes interrogées déclarant 19 fois sur 19 n'avoir « pas du tout confiance »). Le score moyen est de 5.46 mais avec une variation considérable autour de la moyenne, comme en atteste la valeur de l'écart-type. La médiane est à près de 3 sur 19 : la moitié des personnes interrogées obtiennent un score entre 0 et 3, mais l'autre moitié un score entre 4 et 19. Ce sont au total près de 15% des personnes interrogées en France qui expriment entre 15 et 19 fois sur 19 une absence totale de confiance dans les institutions et rôles politiques. Ces chiffres sont bien plus élevés si l'on élargit la cible et que l'on considère à la fois les personnes qui déclarent n'avoir « pas du tout » confiance et celles déclarant n'avoir « plutôt pas confiance » : la moyenne passe à près de 12 et la médiane à près de 13 : 50% des personnes interrogées en France indiquent au moins 13 fois sur 19 ne pas avoir confiance dans les acteurs ou les institutions politiques, une donnée très impressionnante.

Si les fractures sociales comptent, elles ne sont pas parmi les facteurs explicatifs les plus saillants. Si l'on retient la version de notre indicateur de « défiance totale » qui cumule les réponses « plutôt pas » et « pas du tout confiance », on compte en moyenne près de 11 réponses défiantes (sur 19) parmi les chefs d'entreprise ou cadres supérieurs et 13 parmi les ouvriers. Il en va de même si l'on regarde la variation moyenne de l'indicateur par les niveaux de diplômes ou les classes de revenus. Certes, les catégories sociales les plus défavorisées et les plus fragilisées socialement ont davantage tendance à exprimer une « défiance politique totale », mais l'ampleur du phénomène dans l'ensemble de la population fait qu'il se répartit dans les autres catégories à des niveaux élevés. En revanche, il existe de plus importantes lignes de fractures politiques. Les électeurs de Marine Le Pen et d'Éric Zemmour donnent en moyenne une réponse défiante 14 fois sur 19, c'est 12 fois pour ceux de Jean-Luc Mélenchon, 11 fois pour ceux de Valérie Pécresse et 8 fois pour ceux d'Emmanuel Macron.

La faible variation sociologique du phénomène et la plus importante variation politique répond à l'objection méthodologique que l'on pourrait adresser à notre questionnaire, celle de conduire une partie des personnes interrogées à caler leurs réponses sur une tendance générale négative vis-à-vis de la politique, indépendante de la question qu'on leur poserait. Si tel était le cas, les variations sociologiques seraient de bien plus grande ampleur. C'est donc bien une opinion politique qui s'exprime, les variations politiques constatées allant

presque du simple au double entre l'électorat d'Emmanuel Macron et celui de Marine Le Pen.

Conclusion : l'imparfaite démocratie française

Quelques jours seulement après la publication de la 16^e vague du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, l'hebdomadaire *The Economist* publiait son édition annuelle du classement des démocraties dans le monde¹⁴. Ce classement se base sur un « indice de démocratie ». Si l'on connaît les limites méthodologiques de ce type de classement, parfois critiquées de manière assez forte¹⁵, il n'en reste pas moins que l'évolution dans le temps de cette mesure dit quelque chose. La France a rejoint en 2024 la catégorie des « démocraties imparfaites » (« flawed democracies¹⁶ »). Depuis 2006, la France n'a été classée que six fois dans la catégorie supérieure des « démocraties parfaites » (« full democracies »), les dernières fois en 2022 et 2023. La France occupe cette année la place 26 au plan mondial tandis que l'Allemagne se classe en position 13 et les Pays-Bas en 9. Nous faisons mieux que l'Italie (position 37), mais le classement de cette dernière est stable par rapport à l'an dernier alors que la France chute de 5 places.

Le classement de la France dans la catégorie des « démocraties imparfaites » souligne, une fois de plus, que notre pays ne peut plus repousser la grande question politique qui rythme toutes les crises françaises des dernières années : comment réformer notre système politique et démocratique et le revivifier ? Les initiatives n'ont pas manqué : conventions citoyennes, grand débat national, conseil de la refondation, entre autres. Mais force est de constater que cela ne change pas fondamentalement la donne : le regard que nous portons sur nos institutions politiques et plus encore sur le monde de la politique reste profondément négatif, pessimiste et défiant. La politique et le politique sont perçus comme un monde à part, peu tourné vers les citoyens, peu empathique, plein de certitudes et incapable de remises en cause. Le contexte de crise internationale que nous vivons ne risque-t-il pas d'accentuer ces tendances, en renforçant le sentiment d'inquiétude généralisée ? La vague 17 du Baromètre de confiance nous le dira dans un an !

14.

<https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2024-confirmation/>

15.

Voir notamment l'excellente critique qu'en propose Nicolás Palomo Hernández :

<https://theloop.ecpr.eu/is-the-economist-intelligence-units-democracy-index-little-more-than-a-joke-indicator/>

16.

Sur ce concept de « démocratie imparfaite », voir le remarquable livre d'Yves Mény : *Imparfaites Démocraties. Frustrations populaires et vagues populistes*. Les Presses de Sciences Po, 2019, 292 p

Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : CAUTRÈS (Bruno) « Vers une « défiance politique totale » ? », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 16, mars 2025, 8 p.

© CEVIPOF, 2025 Bruno Cautrès